



## Ni trêve ni humanité sous le capitalisme

*La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances préparait en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au Sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée. Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.*

### L'extrême droite en embuscade

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien.

La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa politique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement.

La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des groupuscules d'extrême-droite, à nos collègues étrangers. À ceux et celles qui travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui auraient les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau.

Leur droit de vivre ici serait en effet conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

### Nous sommes toutes et tous concernés

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de leurs marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue « guerre des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous aurons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles s'il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

## **Le dialogue social version salariés**

Lors de la réunion Webex Région IdF du 29 novembre, la direction s'est agacée à plusieurs reprises que les représentants du personnel aient beaucoup de questions, mettant cela sur le compte de la période électorale... Mais le fait que les délégués fassent remonter nos nombreux griefs n'a rien d'étonnant. Tout comme le fait que la direction y réponde systématiquement par la langue de bois habituelle.

Beaucoup de questions et aucune réponse ? Il faudra bien les obliger à nous écouter, autrement que dans le cadre aseptisé d'une réunion Team's !

## **Encore des réponses à aller chercher**

Lors de cette même réunion, la direction a annoncé que le plan de réorganisation de la région ne serait présenté que le 8 février 2024, lors d'une grand messe à Créteil.

D'ici là, aucune info pour les concernés ? Pas question de rester dans l'incertitude, sans savoir quel sera l'impact de leur fusion sur l'exercice de nos métiers.

## **Tu vas pulser, oui ?!**

La campagne Pulse afin de recueillir nos avis et nos idées est prolongée jusqu'au 8 décembre car il n'y a pas assez de participation. Si Suez invente la « boîte à idées », encore faudrait-il qu'elles soient prises en compte. Nous avons l'expérience de ce type d'enquête, où l'important n'est pas le contenu mais le nombre de personnes qui y participe.

Par ailleurs, il n'y a pas besoin d'une enquête nationale pour savoir que nous manquons d'effectifs et que nous demandons des augmentations de salaires. Regroupons-nous, discutons entre nous, afin de répondre collectivement à nos préoccupations.

## **Des logiciels pour nous mettre des bâtons dans les roues**

Odyssée, G2, Mysig, Ipop... Quel sera le prochain logiciel inabouti ? Une usine à gaz, conçue grâce à un cahier des charges fantôme, Suez semble spécialisée dans le genre. Et la méthode se reproduit, alors sans doute que les décideurs la trouvent satisfaisante.

Pour nous, cela génère du stress, beaucoup de frustration, et c'est au final dévalorisant. Car on ne nous demande pas notre avis, et après, on doit se débrouiller pour travailler avec et demander les améliorations. C'est du travail en plus, alors que nous sommes déjà en sous-effectif !

## **Derrière la pub, la réalité**

On nous l'avait annoncé et justifié à l'avance, le groupe Suez a lancé sa grande campagne publicitaire. Sur Internet, dans la presse ou sur grandes affiches, on peut imaginer que Suez est le bienfaiteur du genre humain : transformer les déchets créés par l'activité humaine en solutions à nos besoins énergétiques, super ! C'est la simplification à l'extrême du concept d'économie circulaire qu'on nous a déjà servi en interne.

Au lieu de dépenser notre fric dans des publicités de ce genre, les Veolia, Suez ou Saur devraient assurer un accès aux services publics à tous : c'est leur rapacité qui est responsable du manque d'eau en Guadeloupe ou à Mayotte.

## **Paris 2024 : occupation d'un chantier Bouygues des Jeux olympiques**

« Pas de papiers, pas de JO. » L'un des futurs sites des Jeux olympiques 2024, porte de la Chapelle, a été brièvement occupé par une cinquantaine de manifestants. Leur objectif : protester contre la situation de travailleurs sans papiers, à l'appel notamment de la Confédération nationale des travailleurs-Solidarité ouvrière (CNT-SO). Bouygues « refuse » que la quinzaine de travailleurs sans papiers ayant déposé en préfecture une demande de permis de séjour « reviennent travailler sur son pseudo "chantier exemplaire" », a accusé la CNT dans un communiqué.

## **Enfermement de migrants : ni à Dunkerque, ni ailleurs !**

Les États français et britannique veulent construire un nouveau centre de rétention administrative (CRA) à Dunkerque. Les CRA sont des prisons de fait où sont enfermées et maltraitées les personnes sans papiers dans l'attente de leur expulsion. Ce projet s'inscrit dans les logiques racistes et sécuritaires de l'ensemble des pays européens, qui dépensent des milliards d'euros dans la militarisation des frontières, le flicage et le harcèlement des migrants.

## **Versez au drapeau rouge !**

Demain, une collecte sera organisée pour vous permettre de contribuer à la parution du tract Révolutionnaires que vous connaissez bien.

Nous ne sommes financés, ni par l'État ni par Suez, n'hésitez donc pas à nous aider si vous appréciez notre dénonciation de l'exploitation capitaliste dans l'entreprise et ailleurs, ainsi que notre combat pour un monde meilleur.